

Le confinement provoque une crise sociale mondiale



○

Éric Albert, Julien Bouissou et Béatrice Madeline

Les mesures pour tenter de juguler la pandémie de Covid-19 ont plongé les économies dans de profondes récessions dont les effets, immédiats sur les populations fragiles, se feront sentir durablement

LONDRES - correspondance

Dans les rues de Naples, des paniers suspendus ont fait leur apparition. La population y dépose de la nourriture pour ceux qui n'ont plus rien. Au Royaume-Uni, le nombre de Britanniques n'ayant pas mangé à leur faim a quadruplé au cours des trois premières semaines du confinement. En France, aux Restos du cœur, « *on voit arriver une population nouvelle de bénéficiaires : des personnes hébergées dans les hôtels ou les centres sociaux, ou bien qui vivent dans des squats ou des bidonvilles* », décrit Patrice Blanc, son président. Près de Delhi, en Inde, un migrant s'est suicidé le 16 avril. Ce travailleur journalier, père de quatre enfants, avait vendu la veille son téléphone portable pour pouvoir acheter de la nourriture à sa famille. Partout à travers la planète, le confinement de plusieurs milliards de personnes est en train de provoquer un gigantesque choc social. La première répercussion visible se trouve dans les soupes populaires et les banques alimentaires. Des millions de personnes qui vivaient sans réserve financière ont basculé en même temps, soudain sans ressources. Mais la grande crainte est que ce ne soit qu'un début. « *Pendant l'austérité [de 2010 à 2018], ça a déjà été dur, mais cette fois-ci, ça risque d'être le Far West* », s'inquiète Alison Inglis-Jones, de la banque alimentaire de Norwood et Brixton, dans le sud de Londres.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), le produit intérieur brut mondial va reculer de 3 % en 2020, bien plus que lors de la grande récession de 2009, quand il avait baissé de 1,7 %. « *A moins qu'on trouve une parade, les conséquences sociales risquent d'être bien pires* », avertit Michael Marmot, professeur à University College London et auteur d'un rapport de référence sur les inégalités dans la santé au Royaume-Uni.

Bien sûr, cette récession est différente. L'espoir est que la reprise sera forte une fois la pandémie maîtrisée. En Europe, tous les gouvernements ont donc lancé d'énormes plans de soutien pour éviter le chômage de masse, en payant provisoirement les salaires afin que les entreprises conservent leurs employés. Mais tout indique que les pertes d'emplois ne pourront pas être évitées.

Au Royaume-Uni, selon la Resolution Foundation, un groupe de réflexion, environ 11 millions d'emplois (40 % du total) vont être touchés par la crise : 8 millions de personnes pourraient bénéficier de chômage partiel, mais 3 millions d'emplois risquent d'être supprimés. « *Soit une hausse plus rapide et sans doute à un niveau plus élevé que ce qu'on a connu dans les années 1980, la dernière grande période de chômage britannique* », souligne Torsten Bell, son directeur.

Une spirale infernale

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a, pour sa part, estimé, dans une note publiée lundi 20 avril, que 460 000 personnes de plus se retrouveraient au chômage en France durant les huit

semaines de confinement, du seul fait des fins de CDD, fins de mission d'intérim et autres périodes d'essai, qui ne bénéficient pas du chômage partiel.

Aux Etats-Unis, où de telles mesures n'existent pas, 22 millions de chômeurs supplémentaires ont été enregistrés en un mois – autant que le nombre total de création d'emplois depuis... une décennie. Or, une baisse de 1 % de l'emploi augmente de 2 % la prévalence de maladies chroniques, selon une étude du Center For Economic Policy Research.

Dans les pays pauvres, relativement épargnés par le nombre de cas de Covid-19, entre 60 % et 90 % de la population travaille dans le secteur informel. Pour ces personnes, perdre son emploi revient à perdre tout moyen de subsistance. Selon les prévisions de chercheurs du King's College de Londres et de l'Australian National University, la pandémie pourrait faire basculer un demi-milliard d'habitants de la planète dans la pauvreté, principalement dans les pays à bas revenus. Cela effacerait d'un coup les progrès enregistrés au cours des dix à trente dernières années, selon les pays. En Afrique subsaharienne, les mineurs, qui représentent la moitié de la population pauvre dans le monde, seront les principales victimes. *« Les risques de maltraitance et d'exploitation sur les filles et les garçons sont plus élevés que jamais »*, s'inquiète le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

Même dans un scénario optimiste de rebond de l'économie en 2021 – si un vaccin est trouvé, par exemple –, les cicatrices sociales de cette crise semblent inévitables. Or, la pauvreté tue. Ce n'est pas une figure de style mais une réalité prouvée par de nombreux travaux de recherche. Aux Etats-Unis, l'espérance de vie dans les milieux les plus pauvres baisse, mettant fin à près d'un siècle de hausse, et son écart avec celle des plus riches ne cesse de se creuser.

Les économistes Anne Case et Angus Deaton ont appelé cela *« les morts de désespoir »*, une expression qui raconte la spirale infernale qui s'abat sur une population écrasée par la pauvreté : hausse des suicides, de la consommation d'alcool et de drogue, mauvaise alimentation et, dans le cas américain, dépendance aux médicaments à base d'opioïdes... Dans le nord du Royaume-Uni, des médecins ont trouvé un autre surnom pour le même phénomène : *« le syndrome d'une vie de merde »*. Ces liens existaient déjà au XIX^e siècle. Une étude de 2006 sur la population néerlandaise née entre 1812 et 1912 a conclu que naître pendant une récession réduisait la durée de vie de 5 %. Au début de l'épidémie, Donald Trump s'était écrié : *« Il ne faudrait pas que le remède soit pire que le mal. »* Le président américain avait été critiqué pour mettre l'économie avant la santé des Américains. *« Le résultat du recul économique va avoir des conséquences significatives sur la santé des gens à court et long terme, écrivent James Banks, Heidi Karjalainen et Carol Propper dans un rapport pour l'Institute for Fiscal Studies, un groupe de réflexion britannique. Un débat est désormais ouvert pour savoir si les effets négatifs de la récession sur la santé peuvent être plus importants que la hausse de la morbidité et de la mortalité de la pandémie elle-même. »*

Des enseignements inquiétants

Les épidémies du passé livrent des enseignements inquiétants. Ainsi, les enfants nés pendant la pandémie de grippe espagnole, qui a fait 50 millions de morts en 1918 et 1919, ne s'en sont jamais vraiment remis : leurs parents ont pu être malades, leur alimentation a été perturbée, leur accès à l'éducation aussi... *« Une étude montre que les cohortes exposées in utero à la pandémie présentaient un niveau d'instruction moindre, des taux d'incapacité physique plus élevés, des revenus plus faibles, un statut socio-économique inférieur par rapport aux autres cohortes de naissance »*, explique Josselin Thuilliez, économiste de la santé et chercheur au CNRS.

Il en va de même de l'épidémie d'Ebola, qui a fait, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 11 000 victimes entre 2014 et 2015 et mis à l'arrêt les économies des pays d'Afrique de l'Ouest. Celle-ci a eu des conséquences négatives en cascade. La fermeture des écoles a pesé sur le niveau d'instruction, au risque de diminuer les revenus futurs, et la saturation des infrastructures de soin a entraîné une détérioration de la santé publique.

« Le nombre de morts qui ne sont pas causées par le virus Ebola a augmenté, d'après le Programme des Nations unies pour le développement en 2015. Cela inclut une hausse de la mortalité infantile et maternelle, car une part croissante des ressources sont consacrées à la lutte contre l'épidémie, et les gens évitent les hôpitaux, de peur d'être contaminés. » La Sierra Leone a enregistré une baisse d'environ 30 % des accouchements dans des centres médicaux pendant l'épidémie et une hausse de la mortalité maternelle. Employées massivement dans le secteur informel et dans l'agriculture, les femmes sont aussi plus durement touchées par le chômage.

Coupes franches

L'exemple d'Ebola avait montré que la peur de la contamination se propage plus vite, et plus durablement, que le virus, au risque de ralentir la réouverture des usines et des écoles. *« La crainte d'être contaminé ne disparaît pas des esprits du jour au lendemain, explique M. Thuilliez. Elle peut retarder le retour au travail bien après la fin de l'épidémie, surtout dans les pays qui n'ont pas de système de protection sociale solide. »*

Le bilan dramatique des conséquences sociales du confinement ne constitue pas pour autant un argument pour laisser courir la pandémie de Covid-19, qui aurait pu faire environ 40 millions de morts sans les mesures actuelles, selon l'Imperial College London. *« En revanche, il ne faut pas refaire les erreurs d'après-2008 »*, avertit M. Marmot. Selon lui, ce n'est pas tant la crise économique qui a fait baisser l'espérance de vie au Royaume-Uni

que la décennie d'austérité qui a suivi. Les coupes franches dans les aides sociales et le budget contraint des services de santé ont eu des conséquences de long terme plus importantes. *« Bien sûr, la récession va augmenter les inégalités de santé, mais on peut faire en sorte de sortir de cette crise différemment, avec un système réformé. »*